

Communiqué de presse

Report du Comité interministériel des villes : encore un rendez-vous manqué

Paris, le 15 mai 2025,

Les associations d'élus du bloc local regrettent fortement l'annonce d'un nouveau report du Comité interministériel des villes (CIV), initialement prévu le 17 avril puis le 15 mai à Montpellier, et demandent au Premier ministre de tenir une réunion de travail le plus rapidement possible. Nous avons justement appelé à sanctuariser cette date pour éviter de reproduire une situation déjà connue en 2023, à l'occasion du CIV de Chanteloup-les-Vignes qui avait également fait l'objet de plusieurs reports. Malheureusement, l'histoire se répète !

Alors que les acteurs publics et associatifs s'inquiètent de la pérennité de leurs actions en faveur des 6 millions d'habitants des quartiers prioritaires, c'est un très mauvais signal envoyé par le Premier ministre qui s'inscrit malheureusement dans la droite lignée de ce que nous constatons sur le terrain depuis des mois.

Les informations reçues dans les départements concernant le budget 2025 font apparaître une baisse des divers financements. De plus, l'annonce du gel de 15 millions d'euros sur l'enveloppe politique de la ville (BOP 147) du budget 2025 va aggraver la situation dans nos quartiers urbains populaires, qui n'ont de « prioritaires » que le nom.

Dans le cadre de la préparation du CIV, la ministre déléguée chargée de la Ville nous a reçus et nous l'avons alertée sur l'urgence de la situation. Nous avons échangé, réfléchi, travaillé pour proposer des pistes d'actions.

Le 13 mars dernier, notre Appel d'Épinay rappelait le besoin urgent d'actions fortes en matière d'éducation, de solidarité, de logement, d'insertion, de sécurité, de sport, de culture... Les suppressions de crédits rendent plus que jamais nécessaire la mobilisation des moyens du droit commun. Il est temps pour l'État de prendre en compte les 15 propositions concrètes que nous avons faites dans le cadre de l'Appel pour que les habitants des quartiers prioritaires aient accès aux mêmes droits et services que l'ensemble des citoyens de la République.

Nous rappelons au Premier ministre que les habitants des quartiers prioritaires ont besoin de solutions pour vivre normalement et collectivement retrouver une unité nationale.

Nous appelons donc le gouvernement à se saisir de l'Appel d'Épinay pour construire ce CIV qui doit être rapidement reprogrammé. C'est le bon format, capable de réunir tous les ministères concernés pour faire le point sur ce qui est mis en place, politique publique par politique publique. Nous réitérons notre demande urgente d'une nouvelle ambition nationale pour la politique de la ville.

Contacts presse :

Association des maires Ville & Banlieue de France (AMVBF)

Jean Coulon-Mazeau · jean.mazeau@ville-et-banlieue.org · 06 40 47 40 83

Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF)

Marie-Hélène Galin · marie-helene.galin@amf.asso.fr · 01 44 18 13 59

Association des maires d'Ile-de-France (AMIF)

Aude Goblet · agoblet@amif.asso.fr · 07 88 32 45 14

France urbaine

Julie Jollivet · j.jollivet@franceurbaine.org · 07 56 82 43 12

Association des petites villes de France (APVF)

Antoine Ollivier · aollivier@apvf.asso.fr · 06 47 43 02 28

Villes de France

Guillaume Ségala · guillaume.segala@villesdefrance.fr · 01 45 44 99 61

Intercommunalités de France

Yoann Jacquet · y.jacquet@intercommunalites.fr · 06 71 50 65 88